

# Gauche : des idées pour une refondation

LE MONDE 2 | 22.08.08

FRÉDÉRIC JOIGNOT

Dix-sept millions de Français ont voté pour la gauche en 2007. Après les échecs à répétition, électeurs, sympathisants, militants, attendaient des responsables politiques des réflexions neuves, un puissant travail de refondation. Or qu'entendent-ils? Une extrême gauche protestataire qui persiste à refuser l'économie de marché. Des écologistes affaiblis par leur propre incurie. Un Parti socialiste aphone qui a laissé s'imposer une politique de droite dure comme s'il s'agissait du seul projet de société moderniste et économiquement viable. Alors quoi, la gauche républicaine et ses idéaux égalitaires, ses traditions sociales, libérales, fraternelles, la gauche "*progressiste*" née en 1905, celle de 1936 et du Front populaire, de l'élection de François Mitterrand en 1981, n'a plus de projet de société? Les socialistes, qui ont emporté vingt régions sur vingt-deux et la majorité des grandes villes en 2008, seraient incapables de proposer une alternative — politique? Loin des tribunes, on assiste pourtant à une véritable ébullition intellectuelle, presque à une rage de réflexion, tant la déception a été cruelle en 2007. Chercheurs, intellectuels, élus, chefs d'entreprise, syndicalistes, militants de toutes obédiences s'organisent en fondations, clubs de réflexion, collectifs de propositions, think tanks ou think boxes – les "*boîtes à idées*" politiques nées aux Etats-Unis pendant les années 1960 –, groupes de soutien à telle ou telle personnalité. On en compte une centaine. Il y a des sites proposant des idées neuves et des observatoires : le Club Changer la gauche, l'Observatoire des inégalités du philosophe Patrick Savidan, le site de l'économiste Frédéric Lordon pour réformer le capital financier... Des groupements de militants cherchant des stratégies — politiques, organisant des débats sur le fond : La Forge, autour de Noël Mamère et Hugues Nancy, Cercle21, autour de Manuel Valls, Institut Edgar-Quinet, autour de Vincent Peillon... D'autres cercles coagulent

autour d'expériences réussies au niveau régional, rassemblant des acteurs de terrain : à Lille autour de Martine Aubry, à Nantes avec Jean-Marc Ayrault, etc.

## IDÉES NEUVES

Restent les think tanks — proprement dits, les groupes de réflexion rassemblant experts économiques, enquêteurs sociaux, universitaires, chercheurs, chefs d'entreprise, personnalités politiques. Certains sont soutenus par des subventions d'Etat, comme la Fondation Jean-Jaurès. D'autres sont financés par des associations ou les directions de grandes entreprises. Leurs fonctions? Produire des analyses élaborées, des propositions de programme, des enquêtes de société, des expertises économiques. La République des idées, dirigée depuis 2002 par l'historien Pierre Rosanvallon, ancien président de la Fondation Saint-Simon – le creuset du centre gauche intellectuel français –, est déjà célèbre pour ses contributions de haut niveau et sa collection d'essais (au Seuil). Des chercheurs réputés y collaborent comme le sociologue Eric Maurin (*L'Egalité des possibles*, 2002), l'économiste Jean Peyrelevade (*Le Capitalisme total*, 2005) ou l'historien Patrick Weil (*La République et sa diversité*, 2005). Leur site [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr) publie chaque jour une contribution. Dans son bureau de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Pierre Rosanvallon explique: “*La République des idées se veut d'abord un laboratoire de recherche, un lieu de production, un espace de rencontre entre des chercheurs. Elle n'a pas l'ambition d'écrire un programme politique, elle s'attache à montrer la force des idées neuves*”. Directement associée au Parti socialiste, la Fondation Jean-Jaurès, dont le président est Pierre Mauroy et le président du conseil d'orientation l'économiste Daniel Cohen, a pour tâche de préserver l'histoire du socialisme démocratique. Elle publie tous les mois des analyses solides : “*Les jurys citoyens*”, “*De nouveaux droits pour l'opposition?*”, etc. Les Gracques forment un petit groupe de hauts fonctionnaires, d'anciens membres du cabinet Strauss-Kahn comme Bernard Spitz, rejoint par Denis Olivennes, l'ancien patron de la Fnac devenu directeur général du Nouvel Observateur.

Club de réflexion indépendant, les Gracques produisent peu d'analyses, mais participent au site d'idées entempsreel.com animé par des personnalités telles que Pascal Lamy, directeur de l'OMC, Philippe Crouzet, directeur adjoint de Saint-Gobain, Laurent Joffrin, directeur de Libération. Plus à gauche, la fondation Copernic (*“Pour remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers”*), proche du mouvement Attac, travaille depuis dix ans sur les dossiers négligés par le PS (chez Syllepse) : Résister au sécuritaire, Revendiquer et s'organiser!, Homosexualité, mariage et filiation. Au printemps dernier, ce paysage a été bouleversé par l'apparition de la Fondation Terra Nova. Créée sous l'impulsion d'Olivier Ferrand, un ancien du — cabinet Jospin, ce think tank impressionne par un *“collège universitaire”* de cinquante intellectuels de haut vol. Ainsi, parmi eux Philippe Aghion, professeur d'économie à l'université Harvard, Michel Wieviorka, sociologue à l'EHESS, Daniel Cohen, professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure (ENS) et éditorialiste au Monde ou le constitutionnaliste Olivier Duhamel. Terra Nova a commencé de produire des notes intéressantes. La dernière est une critique sévère de la réforme de la constitution. Ce panorama brossé à grands traits, partons pour un voyage à la recherche des idées neuves de la gauche française.

## **INVESTIR MASSIVEMENT DANS L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE**

Philippe Aghion parle en bolide, veut vous communiquer sa vision d'une nouvelle société. Economiste nobélisable, professeur à Harvard, écouté des cercles socialistes, il a travaillé sur les théories de la croissance associée à l'innovation selon Joseph Schumpeter. Membre du prestigieux Conseil d'analyse économique (CAE, financé par l'Etat), co-auteur en 2007 d'une recherche sur Les Leviers de la croissance française (Documentation française-CAE) avec l'économiste Jean Pisani-Ferry, membre de la Commission pour la libération de la croissance française dite commission Attali, Philippe Aghion a montré comment un pays ne décolle pas économiquement s'il reste éloigné de la *“frontière technologique”*. Il ne peut pas,

alors, résister à la concurrence mondiale. Ce constat drastique implique, en France comme ailleurs, une politique radicale de développement. Philippe Aghion appelle ce programme : *“Investir dans l'économie de la connaissance”*. Écoutons-le : *“Nous n'allons pas rivaliser avec la Chine et l'Inde et leur main-d'œuvre bon marché en rivalisant au seul niveau industriel, en délocalisant, ou en gagnant deux heures supplémentaires. Nous allons gagner en développant les meilleures universités du monde, la recherche la plus pointue, les niveaux d'emplois les plus demandés, les entreprises les plus innovantes. C'est seulement à ce prix que nous resterons en lice. Pour réussir, nous devons lancer toutes nos forces dans l'économie de la connaissance. Ce doit être la ligne numéro un du budget. Sous Sarkozy, nous en sommes loin. A gauche aussi...”*

## UN ÉTAT "FACILITATEUR"

Pour l'économiste, la gauche devrait le dire clairement : il n'existe pas d'autre solution pour financer une politique égalitaire que de soutenir l'économie – et d'abord l'économie de la connaissance. Quand un Etat de gauche s'arc-boute à gérer le passé et les situations acquises, sans réformer ni s'adapter, il se fait ringardiser par une droite moderniste parce qu'il apparaît incapable d'offrir un discours à la fois performant et social face à la mondialisation.

Philippe Aghion : *“Un Etat moderne doit cesser d'être un Etat-providence pour devenir un Etat éducateur, un Etat facilitateur , dispensant un enseignement supérieur hautement qualitatif et compétitif. Il doit favoriser la concurrence entre les universités, les laboratoires, la recherche technologique, leur donner les moyens adéquats, comme aux Etats-Unis. En amont, il doit mettre en place un bouclier contre la pauvreté , offrir une instruction poussée à tous, protéger l'égalité des chances par des dispositifs de correction. C'est un Etat qui arme l'intelligence de chacun, met les gens en action.”* Deuxième réflexion de Philippe Aghion : l'apprentissage doit se poursuivre toute la vie, à travers l'aide à la formation. Dès qu'il commence à travailler, un individu devrait disposer

d'un "compte éducation". Quand il se retrouve au chômage, il l'utilise pour acquérir un nouveau savoir, se perfectionner – rebondir. Dans les pays scandinaves, en avril 2008, 25 % de la population suivait une formation – pour 7 % en France. Une telle politique se finance. Où trouver l'argent? *“En remettant en cause la première mesure de Sarkozy, le paquet fiscal , qui coûtera 13 milliards d'euros par an à partir de 2009 à l'Etat, après avoir vidé les caisses le premier jour – énorme cadeau à une mince couche d'héritiers, d'affairistes et de privilégiés qui va conserver le pouvoir économique.”*

*“Ma troisième idée, poursuit Philippe Aghion, est de rapprocher les citoyens et l'Etat, et d'investir dans la confiance, à l'inverse de la méthode Sarkozy. Sans confiance entre employeurs et employés, entre Etat et citoyens, nous ne réussirons aucune transformation durable. Les pays scandinaves ont réussi à déréglementer leur marché du travail et leur marché des biens, à installer une véritable flexicurité , à faire décoller leur économie, parce qu'ils ont investi dans la confiance et le civisme entre partenaires sociaux. Pour réussir, l'Etat doit donner aux citoyens les moyens d'évaluer les politiques publiques sur la durée, par des commissions indépendantes, soumises à contrôle démocratique, depuis le niveau local jusqu'au niveau parlementaire. Les études statistiques montrent que plus l'innovation devient le moteur de l'activité, plus on doit décentraliser. Car personne ne sait a priori, lorsqu'il s'agit d'innover à la frontière technologique, qui a raison, qui découvrira comment régler un problème d'écologie urbaine, concevoir une technologie ad hoc, ou encore inventer une entreprise de service. Quand on innove, il faut expérimenter librement. Ensuite, il faut évaluer, et rendre publiques les évaluations. Puis il faut ajuster le tir avec l'aide des — critiques citoyennes.”*

## **LES RETRAITES : LE CAPITAL DES GENS SANS CAPITAL**

Thomas Piketty, directeur d'études à l'EHESS, directeur du département de sciences sociales de l'ENS, professeur à l'Ecole d'économie de Paris, travaille sur l'histoire de l'impôt (Les hauts revenus en France au xxe siècle, *“Pluriel”*, Hachette,

2006). Il est partisan d'une gauche décomplexée, qui défend ses couleurs. Il affirme, études à l'appui, que les impôts sur les hauts revenus et les successions, relativement élevés en France, ont contribué à — limiter l'accumulation du capital dans les mêmes mains. Ce système a favorisé l'émergence de nouvelles générations d'entrepreneurs, obligé les rentiers à redistribuer une partie de leur patrimoine.

Thomas Piketty prône rien de moins qu'une *“réforme générale des retraites”* et une *“révolution fiscale”*, deux chantiers qui participent pour lui d'une refonte de l'Etat- providence. Thomas Piketty, dans son bureau de l'ENS : *“La retraite devrait être le système de sécurité de l'avenir. Or elle est très anxiogène. Le public ne sait pas comment tel travail va être pris en compte. Sans oublier les fonctionnaires qui doivent travailler quatorze ans pour en profiter. En plus, les retraites vont baisser.”*

Alors que faire? Sur la question du financement, plus de souplesse s'impose. Selon une étude de 2007 du gouvernement danois, une augmentation de l'âge de la retraite d'un mois par an pour les trente années à venir – soit deux ans et demi – préserverait le système au niveau actuel. Selon l'OCDE (2001), la retraite à 65 ans réduirait substantiellement la dépendance sociale des personnes âgées. Mais, pour Thomas Piketty, il faut prévoir une réorganisation plus profonde. *“La retraite devait constituer le patrimoine individuel de chacun. Tous vos droits sont regroupés sur un compte individuel, votre capital-retraite. Chaque travail est comptabilisé, rien ne se perd. Il est consultable sur Internet. Vous savez toute votre vie de combien vous disposez. Et donc, vous contrôlez ce que fait l'Etat. La retraite devient ainsi le patrimoine des gens sans patrimoine. Il est régi par un principe égalitaire : A cotisation égale, retraite égale .”*

## **MINIMUM RETRAITE GARANTI**

Ce système, mis en place en Europe du Nord, pourrait être réalisé en dix ans en France. On conserve le système de retraite par répartition. On ne place pas l'argent, pour ne pas dépendre des fluctuations du marché. L'Etat garantit votre

capital. Voire aide à le revaloriser. Selon Thomas Piketty, il faudrait mettre en place un système unifié entre le secteur privé et le secteur public. On pourrait même aller plus loin et diversifier l'assiette. D'abord, par souci d'aide sociale, en mettant en place un *“minimum retraite garanti”* financé par l'impôt. Ensuite, en permettant à chacun de cotiser plus. Adjoindre une retraite privée, en quelque sorte. Nous entrerions dans un système optionnel, et individuel : au vu de son patrimoine, chacun pourrait décider de travailler plus, créditer plus, ou alors de prendre une année sabbatique.

## UN IMPÔT UNIQUE, UN BARÈME PROGRESSIF PRÉLEVÉ À LA SOURCE

*“Avec l'impôt, on marche sur la tête! affirme l'économiste Thomas Piketty. Il faut tout refaire de A à Z. Il faut réconcilier les citoyens avec l'impôt. Qu'ils comprennent comment il fonctionne, voient qu'il est juste et équitable.”*

L'économiste est donc d'accord avec Nicolas Sarkozy pour toiletter les *“niches fiscales”*. Selon la commission des finances de l'Assemblée nationale, 73 milliards d'euros s'évaporent ainsi. Le problème, pour Thomas Piketty, c'est que *“le gouvernement ne supprime des niches fiscales que pour en créer de nouvelles ! Prenez la défiscalisation des heures supplémentaires. D'abord, on a perdu 5 à 7 milliards de rentrées. Ensuite, on en fait de la rédemption morale : travailler plus, pour gagner très peu ! Mais le plus grave reste l'énorme exonération consentie. C'est une première! C'est une nouvelle niche offerte aux entreprises, qui plus est créée au niveau des salaires”*.

## EN FINIR AVEC L'OPACITÉ

La révolution fiscale selon Thomas Piketty implique d'en finir avec toutes les niches fiscales. De rétablir la solidarité. De rendre le calcul de l'impôt lisible. D'en finir avec l'opacité. De mettre en place ce qu'il appelle l' *“impôt unique”*. C'est-à-dire? *“Je suis partisan de revenir aux principes mis en avant par le Front populaire en 1936. A revenu égal, impôt égal. Un barème progressif compréhensible et*

*équitable, prélevé à la source. Un impôt unique. Un impôt juste, évoluant selon la situation de richesse. Par exemple : 10 % d'imposition à 40000 euros, 20 % à 100000, 40 % à 500000. Pas de tranches, pas de régimes de faveur. Un système équitable où les plus hauts revenus comme les plus grands patrimoines payent plus pour les services fournis par l'Etat que les petits revenus.”* Pour ce faire, il faut tout remettre à plat, et pour commencer fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG. *“Ce système a le mérite de la clarté et de la simplicité, conclut Thomas Piketty. L'impôt unique a été supprimé par le gouvernement de Vichy en 1942, jugeant qu'il imposait une tyrannie de la démocratie .”*

## **LE SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE**

Les réflexions sur un Etat *“facilitateur”* ont été systématisées par deux grands sociologues et philosophes politiques, Gosta Esping-Andersen et Anthony Giddens. Ce dernier, le théoricien de la *“troisième voie”*, la social-démocratie modernisée, a beaucoup influencé, dans les années 1980, deux jeunes leaders travaillistes : Tony Blair et Gordon Brown. Selon Giddens, la gauche reste la seule force capable de réaliser l'épanouissement de tous les individus – cet individu moderne, *“réflexif”*, aux mœurs librement choisies, voulant construire sa vie, devenu le cœur des sociétés occidentales après les horreurs totalitaires du xxe siècle. Gosta Esping-Andersen est considéré comme le plus grand expert des systèmes sociaux européens. Ce sociologue et économiste danois a publié récemment avec le chercheur en sciences politiques Bruno Palier *Trois leçons sur l'Etat-providence* (*“La République des idées”*, Seuil, 2008). *“Gosta Esping-Andersen, explique Bruno Palier, est persuadé, études sociologiques à l'appui, qu'une politique de gauche novatrice réussit mieux économiquement qu'une droite néolibérale. D'ailleurs les faits sont là...”*



## DES CONGÉS PARENTAUX

Quelle serait la première grande réforme d'une politique de gauche selon le sociologue danois ? Elle doit prendre en charge l'éducation de la petite enfance, investir sur elle, lui donner tous les moyens possibles, au moment où l'intelligence se forme : c'est la garantie des succès d'avenir. Comment enseigner jusqu'à ceux qui sont défavorisés par leur naissance, élevés dans un milieu peu éduqué? En France, 160 000 jeunes sortent de l'école sans qualification, la plupart viennent des familles pauvres – un énorme gâchis qui reproduit les inégalités sociales. Gosta Esping-Andersen écrit : *“Il faut aider les familles à investir dans leurs enfants. Une politique associant des congés parentaux rémunérés au cours de la première année de l'enfant à des structures de prise en charge abordables et de très haute qualité devrait permettre d'homogénéiser le degré de préparation des enfants à l'école.”*

C'est l'idée d'un service public de la petite enfance inspiré par le modèle danois, défendu en France par la spécialiste des politiques sociales Dominique Méda. L'Etat investit dans les crèches et la garde, la maternelle, le primaire, afin de former au mieux les tout-petits, dans des classes de petite taille, où tous sont aidés, même ceux qui suivent mal. En Grande-Bretagne, les travaillistes ont mis en place un mécanisme d'allocations aux familles modestes, à condition que leurs enfants suivent les cours des lycées professionnels. Selon le sociologue Eric Maurin, on réduit alors d'un tiers les sorties de parcours scolaire sans diplôme. Bruno Palier: *“Sur la question de la garde des enfants, une politique moderne ne se contente pas de chèques emploi-service et d'aide à domicile. Plutôt que de subventionner la domesticité, mieux vaut financer des crèches à haute valeur ajoutée, avec des puéricultrices qui éteignent les télévisions et éduquent les petits.”*

## TOUTES LES FEMMES DOIVENT FAIRE UNE CARRIÈRE COMPLÈTE

Autre grand volet de la révolution de l'Etat *“facilitateur”* selon Gosta Esping-Andersen : *“Toutes les femmes doivent faire une carrière complète.”* En France,

55 % des femmes n'accomplissent pas les carrières qui correspondent à leurs études. Une inégalité d'autant plus rageante qu'à l'université elles réussissent mieux que les garçons à 55 %. Pourquoi? Lorsque l'enfant paraît, la femme s'éloigne du marché du travail. A cela plusieurs raisons. Les hommes prennent peu les congés parentaux. Les femmes font beaucoup de temps partiels. Les crèches manquent. Les patrons craignent de les embaucher, puisqu'elles désertent. La preuve en est qu'en France les femmes touchent 41 % de moins de retraite que les hommes – à cause des emplois à temps partiel.

## REVALORISER LE SMIC

Les solutions existent pourtant, expérimentées dans plusieurs pays d'Europe, au Canada, défendues depuis longtemps par les pionnières féministes. Une étude menée par Eric Maurin à Grenoble en 2008 auprès de mille familles montre que les mères qui décrochent une place en crèche travaillent plus facilement. Au-delà du financement des crèches, un Etat attaché à donner une meilleure *“chance de vie”* (selon la formule d'Amartya Sen) aux femmes incitera les hommes à prendre les congés parentaux. Des études montrent que dans les couples où les hommes partagent la vie domestique, les divorces deviennent moins fréquents, les femmes travaillent plus, les enfants se développent mieux. Alors comment inciter les pères ? Divers mécanismes ont été imaginés : bonus accordés à ceux qui prennent un congé parental (Islande), allongement de sa durée si *“papa”* le prend, perte du congé supplémentaire s'il refuse, allocation portée à 80 % du salaire (pays scandinaves). Autre solution : soutenir les métiers féminins les moins qualifiés par une revalorisation du smic. Les femmes occupent nombre de métiers de service (femme de ménage, caissière, vendeuse, aide aux personnes...) : valoriser le smic permettrait de créer un fair wage, un bas salaire digne et décent, contribuant à la cohésion sociale et familiale. L'économiste Philippe Askenazy (Les désordres du travail, Seuil, 2004) explique : *“L'argument de la droite française selon lequel le smic handicape l'emploi ne tient pas. Nicolas Sarkozy ne l'a jamais revalorisé, alors*

*que tous les pays où l'économie de service est gagnante, l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne, les Etats-Unis, l'ont rétabli et augmenté. Le smic est un concept neuf.”*

## **ENRICHIR LA VIE DÉMOCRATIQUE**

Quinze millions de discussions politiques se tiennent chaque jour en Grande-Bretagne, a révélé une étude menée par la commission électorale britannique. Combien en France? Assurément autant. De tels chiffres dévoilent combien la vie démocratique d'un pays ne se réduit pas à déposer un bulletin de vote dans les urnes de temps à autre. Elle passe par la lecture des journaux, le suivi des émissions politiques, la participation à des meetings, des manifestations. Toutes ces activités participent d'un premier niveau d'implication citoyenne. Il en existe d'autres : adhérer à un parti, participer à la vie municipale ou une association, demander des comptes aux élus. L'historien Pierre Rosanvallon travaille depuis des années à fonder la légitimité de cette *“contre-démocratie”* – comme on dit *“contre-pouvoir”* (La contre-démocratie, Seuil, 2006). Il s'interroge : après l'élection au suffrage universel, comment continuer à faire vivre la démocratie? Comment se faire entendre quand les élus oublient leurs promesses? *“Comment enrichir notre démocratie, sous quelles formes acceptables? demande Pierre Rosanvallon depuis l'EHESS. Comment en finir avec cette situation nouvelle, où beaucoup de citoyens regrettent un rejet du politique , critiquent une pensée unique toujours reconduite au pouvoir?”*

## **UN STATUT DE L'OPPOSITION**

Quoique menée au pas de charge, la réforme constitutionnelle de juillet dernier a favorisé plusieurs avancées démocratiques qui vont permettre d'enrichir le débat politique. Ainsi les pouvoirs du Parlement ont-ils été renforcés : mode de nomination aux postes-clés, ordre du jour de l'Assemblée partagé, intégration des amendements au projet gouvernemental, encadrement de l'article 49-3 (qui

autorise le gouvernement de passer outre au parlement), consolidation des fonctions de contrôle et d'évaluation, surveillance du découpage électoral... Il reste que, pour des grandes figures de gauche, Robert Badinter par exemple (voir Le Monde du 20 juillet 2008), cette réforme est très insuffisante. Pour la fondation Terra Nova aussi : *“L'exécutif reste bicéphale, avec une présidence omniprésente. Le Parlement reste faible face à l'exécutif... Si certains progrès doivent être salués, cette réforme n'est pas à la hauteur de l'enjeu, et on doit en particulier regretter l'absence du non-cumul, mère de toutes les réformes institutionnelles pour la gauche.”* Le non-cumul des mandats électifs, approuvé par tous les sondages, voilà la première grande mesure démocratique qui devrait rapprocher les élus du peuple. La seconde, selon la Fondation Jean-Jaurès, devrait être la reconnaissance d'un *“statut institutionnel”* de l'opposition, transformée en véritable force de proposition et d'action, vivifiant la vie politique, comme le préconisait le comité de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la Ve République, dit comité Balladur.

Comment? Chaque groupe parlementaire devrait pouvoir obtenir l'ouverture d'une commission d'enquête par année. Les rapporteurs et les présidents des commissions permanentes devraient être désignés à la proportionnelle – comme en Allemagne. Les groupes d'opposition devraient pouvoir présenter une contribution dans le rapport final de chaque commission, ou *“rapport de minorité”* – comme en république tchèque, Finlande, Allemagne, Pologne. Un contre-rapporteur des grands projets (budget, réformes...) devrait accompagner le rapporteur général. L'implication de l'opposition dans les groupes de travail des commissions permanentes préparant les textes de loi devrait être favorisée. Le chef de l'opposition parlementaire, sur le modèle du shadow cabinet britannique, devrait ouvrir les séances de questions au gouvernement et répondre directement au premier ministre. Il devrait pouvoir disposer d'un droit de réplique, et exiger d'être consulté sur les questions de fond. Le chef du parti d'opposition deviendrait alors le chef de l'opposition parlementaire, relayé équitablement dans les grands médias.

La version finale de la réforme constitutionnelle a rejeté les propositions socialistes accordant le droit de vote aux immigrés lors des élections municipales. A entendre de nombreux élus, cette réforme contribuerait pourtant à améliorer la vie civique et l'intégration républicaine des jeunes générations. Un tel renouvellement de la vie démocratique locale devrait s'accompagner de nombreuses autres formes d'implication des citoyens. Dans son dernier essai (à paraître) (*La légitimité démocratique*, Seuil), Pierre Rosanvallon fait cette analyse : *“L’irruption du suffrage universel avait entraîné la constitution d’organes de médiation – les partis politiques – entre la société et le système électoral. (...) Il faut aujourd’hui en inventer l’équivalent pour mieux organiser le rapport plus quotidien et plus disséminé entre pouvoir et société.”* Comment s'y prendre pour développer cette *“démocratie d’interaction”*, où les citoyens discutent les politiques publiques, font entendre des préoccupations négligées?

## COMITÉS CITOYENS

D'abord en développant des institutions locales représentatives, que Pierre Rosanvallon appelle *“commissions publiques”*. Ce pourrait être des états généraux spécialisés traitant un problème, des forums associés à des experts, ou encore des groupes de discussion pragmatique. Certains socialistes leur donnent le nom inquiétant de *“jurys citoyens”* – emprunté aux citizen juries britanniques. En Allemagne, ils s'appellent *planungzellen* (cellules de planification). Elles ont été lancées dans les années 1970. Vingt-cinq citoyens tirés au sort se trouvent libérés pendant quatre jours de leurs obligations en vue de formuler, avec l'aide d'un panel d'experts, des recommandations sur une politique publique. Un rapport résume leurs réflexions, remis aux autorités au cours d'une cérémonie officielle : tout le monde prend date des préconisations. Une étude de la Fondation Jean-Jaurès, ainsi que l'ouvrage de Loïc Blondiaux (*Le nouvel esprit de la démocratie, “La République des idées”*, Seuil, 2008), décrivent comment ces comités citoyens permettent de faire comprendre et parfois d'amender les grands chantiers publics – rénovation du centre-ville, construction d'autoroute, etc.

Surtout, ils réconfortent la population sur la capacité d'écoute des politiques. Le professeur en recherche sociale qui a imaginé les premières planungzellen, Peter Dienel, analyse : *“Les jurys citoyens sont comparables à des icebergs : la partie supérieure visible qu'ils offrent est minime, la partie inférieure bien plus importante. Ils constituent une aventure citoyenne, politique et humaine qui marque chacun des participants mais aussi la société dans laquelle ils évoluent.”*

## **POUR CONCLURE : UNE VISION CULTURELLE**

Proposer une aventure citoyenne et humaine, voilà ce qui fait défaut à la gauche politique aujourd'hui. Il lui manque un projet capable de soulever l'enthousiasme. Une vision d'ensemble. Des grands projets — culturels. Si un puissant travail de refondation des fondamentaux économiques, politiques, historiques, se fait jour dans les clubs de gauche, force est de constater une absence d'idées sur la culture – *“la culture dissipe la mauvaise humeur des gens”*, écrivait Adam Smith en bon libéral moral. On se souvient qu'en 1981 l'équipe de Jack Lang avait officialisé les radios libres, brisé le monopole gaullien sur les ondes, initié la Fête de la musique, soutenu le prix unique du livre, facilité la création de festivals à travers toute la France. Le projet était de donner à la population un meilleur accès à toutes les créations, mais encore d'encourager l'initiative des villes et des régions, d'apporter une dimension artistique, et même festive, à l'existence. *“Changer la vie”* ne se limitait pas aux problèmes de pouvoir d'achat.

Or qu'entend-on aujourd'hui, à gauche, sur la culture, alors que le CD de Carla Bruni est distribué à la sortie du conseil des ministres ? Rien. Que dit la gauche quand le gouvernement annonce qu'il va supprimer les recettes publicitaires des télévisions du service public ? Rien. Il faut aller dans les régions pour trouver une gauche qui déploie une riche politique culturelle. Voyez la ville de Nantes. Ses équipes ont lancé l' *“opération estuaire”* pour réconcilier la Loire et ses riverains jusqu'à Saint-Nazaire, exposer sur ses berges des œuvres monumentales, mettre en service un ferry, réaménager une île de 37 hectares. Quelque 700000

personnes se sont déplacées l'été dernier. Elles ont ouvert le Lieu unique, à la fois scène nationale, salle de concert, *“université pop”* et espace convivial pour les Nantais, qui trouvent là une crèche, un bar, un restaurant, une librairie – et un hammam. Pourquoi ne pas imaginer une politique nationale de *“lieux uniques”* ? En juin dernier, le maire inaugurait une *“salle festive”* pour soutenir les activités des associations. Pourquoi pas un programme de *“salles festives”* dans toute la France? Écoutons, pour finir, Jean Blaise, fondateur du Lieu unique : *“Au niveau régional, Jean-Marc Ayrault, Martine Aubry et d'autres se démènent. Au niveau national, je ne vois aucun grand dessein ressortir des programmes. C'est dramatique ! La gauche politique se tait. Il lui manque son grand récit culturel.”*